

WHITAKER, Reg et Gary MARCUSE, *Cold War: the Making of a National Insecurity State, 1945-1957* (Toronto, University of Toronto Press, 1995), 511 p.

Bernard Dansereau

Volume 51, Number 4, Spring 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005380ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005380ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dansereau, B. (1998). Review of [WHITAKER, Reg et Gary MARCUSE, *Cold War: the Making of a National Insecurity State, 1945-1957* (Toronto, University of Toronto Press, 1995), 511 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 598–600. <https://doi.org/10.7202/005380ar>

## COMPTES RENDUS

WHITAKER, Reg et Gary MARCUSE, *Cold War: the Making of a National Insecurity State, 1945-1957* (Toronto, University of Toronto Press, 1995), 511 p.

Depuis de nombreuses années, le professeur de sciences politiques de l'université York, Reg Whitaker, et le journaliste Gary Marcuse s'intéressent aux rapports entretenus par le gouvernement canadien avec les organisations ouvrières et les groupes de gauche, et à leur exclusion de la vie politique. En décrivant les différentes facettes de l'exclusion de toutes formes d'opposition politique par le gouvernement canadien durant de nombreuses années, leurs recherches les amènent à évaluer que durant les années d'après-guerre, le Parti libéral au pouvoir n'a plus, et depuis longtemps, de libéral que le nom.

Dans *Cold War: the Making of a National Insecurity State, 1945-1957*, Whitaker et Marcuse dressent un bilan de l'ensemble de la politique canadienne durant la douzaine d'années qui suivent la fin de la guerre. Tout au long de cette période correspondant à la Guerre froide, l'État a orchestré ou appuyé des campagnes de répression contre le mouvement ouvrier, les organisations de gauche en général et les communistes en particulier. L'objectif de Whitaker et Marcuse est de montrer que la vision de la politique canadienne, présentée par les ténors gouvernementaux et les intellectuels à leur service, est marquée par une exagération de la soi-disant politique de modération du Canada. Les différences avec la situation aux États-Unis tiennent au fait que la répression au Canada se fait de façon beaucoup moins publique, alors que, aux États-Unis, elle devient souvent une attraction largement médiatisée.

Marcuse et Whitaker commencent leur analyse en reprenant les éléments de l'Affaire Gouzenko et de la chasse aux espions qui en découle. La défection d'un fonctionnaire de l'ambassade soviétique à Ottawa, bien que rocambolesque dans ses péripéties, plonge les gouvernements dans une crainte irrationnelle d'une éventuelle menace soviétique en Amérique du Nord. Les révélations du fonctionnaire soviétique Igor Gouzenko, lors d'un procès dont le déroulement n'offrait pas tous les gages de justice, participent à l'origine de la Guerre froide. C'est à partir d'elles et de l'arrestation, puis de la condamnation, du député montréalais Fred Rose, en 1946, que s'enclenche la vague anticommuniste. Militants syndicaux et politiques, scientifiques, acteurs, tous les individus qui, un jour ou l'autre, auraient eu des contacts avec des communistes reconnus ou des Russes sont suspectés de préparer la prise du pouvoir par le Parti communiste.

Dans une deuxième section, ils abordent le rôle global du Canada pendant la guerre froide et les liens qu'il entretient avec les États-Unis et l'URSS. Le Canada

[1]

occupe alors une place importante sur l'échiquier politique mondial. Une place qu'il doit au rôle qu'il a tenu durant la guerre et au peu de conséquences négatives qui en découlent. Cette position, il la doit aussi à son appui sans réserve aux politiques américaines de préparation d'un futur conflit militaire avec le bloc socialiste. Whitaker et Marcuse estiment que les nationalistes canadiens ont sous-estimé l'appui canadien aux politiques américaines. C'est ce qu'ils démontrent dans cette section.

Les auteurs consacrent la troisième section aux politiques gouvernementales touchant la chasse aux communistes. Ils analysent le rôle spécifique joué par la GRC. Ils s'intéressent particulièrement au cas de l'ONF qui a été un des organismes où la surveillance anticommuniste a été des plus poussées. Le cas du professeur Grierson illustre cette poursuite de l'«ennemi intérieur». Ils abordent également la lutte anticommuniste dans les différentes provinces canadiennes.

Bien que faible et marginalisé, le Parti communiste canadien n'en a pas moins été une proie de choix pour la bourgeoisie. Les craintes qu'il suscitait provenaient beaucoup plus de l'existence de l'URSS et de l'impact qu'un bloc socialiste pouvait avoir au Canada que de l'importance réelle du mouvement communiste canadien. Pourtant, la bourgeoisie canadienne s'est déchaînée contre ce petit parti politique. Selon les auteurs, ici encore le gouvernement canadien a suivi les politiques américaines. Bien qu'il n'adopte pas lui-même l'équivalent de la loi Taft-Hartley, il en approuve les méthodes.

L'ensemble du mouvement syndical est particulièrement affecté par l'anticommunisme. Il est vrai qu'une partie des syndicats mis sur pied avant et durant la guerre l'a été par des syndicalistes sympathiques aux idées communistes. La chasse aux communistes fut donc très intense dans les rangs syndicaux et les conséquences pour les travailleurs ne furent pas seulement l'expulsion de militants et de dirigeants expérimentés. Elle a aussi signifié une mainmise plus grande des Américains sur le mouvement ouvrier canadien. Autant dans les syndicats affiliés au Congrès canadien du Travail que dans ceux liés au Congrès des métiers et du travail du Canada, on assiste à une tentative américaine de reprendre en main les destinées du mouvement syndical canadien en proposant de saborder les nouveaux syndicats récalcitrants pour les remplacer dans les syndicats internationaux. Whitaker et Marcuse n'hésitent pas à affirmer que le Parti libéral endosse et participe à ces actions anti-nationales. À leurs yeux, anticommunisme et antinationalisme se rejoignent.

Finalement, Whitaker et Marcuse abordent le débat qui n'a pas vraiment eu lieu dans l'ensemble de la société canadienne à propos de la participation canadienne à la guerre de Corée, guerre menée en réalité sous l'égide des États-Unis et non de l'ONU. En conclusion, la lecture de cet imposant ouvrage illustre les limites de la «société de droit» au Canada et nous rappelle que la vigilance est toujours de mise.